



**PRÉFET  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
départementale des territoires**

**SERVICE EAU, ENVIRONNEMENT, FORÊT**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**portant prescriptions spécifiques à déclaration au**  
**titre de l'article L.214-3**  
**du code de l'environnement concernant**  
**le plan d'eau Les Scorios**  
**COMMUNE de PICHERANDE**  
**AIOT n° 0100038284**

Le préfet du Puy-de-Dôme,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le code rural et de la pêche maritime ;
- Vu** le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;
- Vu** l'arrêté du 4 novembre 2008 relatif aux conditions de police sanitaire applicables aux animaux et aux produits d'aquaculture et relatif à la prévention de certaines maladies chez les animaux aquatiques et aux mesures de lutte contre ces maladies ;
- Vu** l'arrêté du 6 août 2018 fixant des prescriptions techniques relatives à la sécurité des barrages ;
- Vu** l'arrêté du 21 mai 2010 définissant l'échelle de gravité des événements ou évolutions concernant un barrage ou une digue ou leur exploitation et mettant en cause ou étant susceptibles de mettre en cause la sécurité des personnes ou des biens et précisant les modalités de leur déclaration ;
- Vu** l'arrêté du 7 octobre 2013 portant sur la liste 1 des cours d'eaux classés du bassin Adour-Garonne au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 7 octobre 2013 portant sur la liste 2 des cours d'eaux classés du bassin Adour-Garonne au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales relatives aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;
- Vu** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour Garonne ;

**Vu** la demande de régularisation du plan d'eau, déposé au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, reçu le 12 janvier 2024, présentée par M.ELIOT Georges-Henri, enregistré sous l'AIOT n° 0100038284 et relative au plan d'eau Les Scorios situé sur la commune de Picherande ;

**Vu** l'avis réputé favorable de la Fédération Départementale des Associations Agréées de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique en application de l'article R.214-34 du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'avis du déclarant concernant les prescriptions spécifiques a été sollicité par courrier en date du 12 février 2024 ;

**Considérant** que le déclarant n'a pas émis d'avis sur le projet d'arrêté préfectoral concernant les prescriptions spécifiques, dans le délai de 15 jours impartis ;

**Considérant** que le plan d'eau est alimenté par une zone source située à l'amont immédiat du plan d'eau ;

**Considérant** que le plan d'eau, du fait de sa situation sur zone « sources » à l'amont et à condition d'y installer des grilles, peut-être exploité en tant que pisciculture ;

**Considérant** que, lors des opérations de vidange, les eaux de vidange s'écoulent dans le ruisseau « La Trentaine », lui-même affluent de la « Tarentaine » situé en aval immédiat, de première catégorie piscicole ; qu'en conséquence, les vidanges sont interdites dans la période allant du 1<sup>er</sup> novembre au 31 mars inclus de chaque année ;

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre des prescriptions spécifiques pour la vidange, dans le but d'assurer la préservation du milieu aquatique aval ;

**Considérant** que des vidanges régulières sont nécessaires afin de limiter l'envasement et le développement des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques dans les eaux ;

**Considérant** que la mise en place d'un moine ou système équivalent (syphon, ...) permet d'améliorer la qualité de l'eau en aval du plan d'eau ;

**Considérant** que lors des vidanges, le rejet n'est pas dilué par l'arrivée d'eau claire puisque le plan d'eau n'est pas en dérivation ; qu'en conséquence la valeur en dioxygène dissous du rejet doit être supérieure à 6 mg/l et la valeur en ammonium dissous (NH<sub>4</sub><sup>+</sup>) du rejet doit être inférieure à 1 mg/l pour assurer la préservation du milieu aquatique en aval ;

**Considérant** qu'au titre de la sécurité des barrages, ce dernier doit être équipé d'un déversoir de crue, dimensionné pour une crue centennale ;

**Considérant** que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau, selon les dispositions de l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition du directeur départemental des territoires

## ARRÊTE

### Titre I : Objet de la déclaration

#### **Article 1** – Objet de la déclaration

Il est donné acte à Monsieur Georges Henri ELIOT de sa déclaration en date du 12 janvier 2024 en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à exploiter le plan d'eau référencé "ZR 31", dénommé Les Scorios en pisciculture extensive et situé sur la commune de Picherande.

L'activité de pisciculture liée à ce plan d'eau rentre dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-6 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernées par cette activité est la suivante :

Rubriques	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondants
3.2.3.0.	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha et inférieure à 3 ha (D) Ne constituent pas des plans d'eau au sens de la présente rubrique les étendues d'eau réglementées au titre des rubriques 2.1.1.0, 2.1.5.0 et 3.2.5.0 de la présente nomenclature, ainsi que celles demeurant en lit mineur réglementées au titre de la rubrique 3.1.1.0. Les modalités de vidange de ces plans d'eau sont définis dans le cadre des actes délivrés au titre de la présente rubrique.	Déclaration	Arrêté du 9 juin 2021
3.2.7.0.	Piscicultures d'eau douce mentionnées à l'article L.431-6 (D)	Déclaration	Arrêté du 1 <sup>er</sup> avril 2008, modifié par l'arrêté du 30 juin 2008

## Article 2 – Caractéristiques des ouvrages

Le plan d'eau a les caractéristiques suivantes :

<p><b>LOCALISATION</b></p> <p>Communes de Picherande Lieu-dit : Les Scorios Section ZR - parcelle n° 31 Coordonnées Lambert au centre du plan d'eau X= 682 165 ; Y = 6 486 247</p>	<p><b>BARRAGE DU PLAN D'EAU</b></p> <p>Type : barrage poids en terre Hauteur maximale : 1 m 95 Longueur : 160 m ; Largeur en crête : 5 m 00 Tuyau de fond : Canalisation PVC Trop-plein permanent : Regard béton Ø 1000 mm Déversoir de crue : Même regard béton Ø 1000 mm</p>
<p><b>VOCATION DU PLAN D'EAU</b></p> <p>Pisciculture de loisirs</p>	<p><b>LA RETENUE</b></p> <p>Type d'alimentation : Sources et zones humides Profondeur d'eau moyenne : 1 m 30 Surface au miroir : 3 500 m<sup>2</sup> Volume approximatif : 5 000 m<sup>3</sup> Vanne de fond : Enlèvement canalisation PVC</p>

## Titre II : Prescriptions techniques

### Article 3 – Prescriptions générales

Le déclarant doit respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté.

## **Article 4** – Prescriptions spécifiques relatives au plan d'eau

Ces prescriptions complètent les prescriptions générales visées à l'article 3.

### **4.1. Alimentation du plan d'eau hormis phase de remplissage**

Le plan d'eau est alimenté par une zone source en amont et des ruissellements divers.

### **4.2. Rejet du trop plein hormis phase de vidange**

**Au plus tard avant fin 2025**, le regard existant est modifié, construit ou aménagé comme un moine ou dispositif équivalent (syphon, ...), afin d'assurer la restitution de l'eau de fond du plan d'eau au cours d'eau en fonctionnement normal et limiter le départ de sédiments lors de la vidange.

Toute évacuation d'eau de surface par cet ouvrage est interdite hors épisode de crue.

La cote normale des eaux est fixée 15 cm au moins sous le radier de l'évacuateur de crue.

### **4.3. Rejet par l'évacuateur de crue**

**Au plus tard avant fin 2025**, un évacuateur de crue est aménagé à ciel ouvert, type passage à gué, et dimensionné pour une crue centennale (Q100). Un coursier est installé en aval de l'évacuateur, pour que les eaux rejoignent le milieu naturel et ainsi préserver le talus aval du barrage du ravinement. Le dimensionnement et le suivi des travaux de cet ouvrage est assuré par un bureau d'études.

Le radier de l'évacuateur de crue est calé à minima 40 cm environ sous la crête du barrage de retenue.

Pour la crue centennale, la cote des plus hautes eaux est fixée 20 cm au moins sous la crête du barrage de retenue.

Toute évacuation d'eau par le déversoir de crue est interdite hors épisode de crue.

**Aucune grille ou clôture ne doit être installée sur cet ouvrage.**

**Dans le cas où, et au plus tard, avant fin 2025, les travaux prescrits ci-dessus ne sont pas réalisés le plan d'eau doit être effacé.**

### **4.4. Vidange**

Lors des opérations de vidange, les eaux du plan d'eau s'évacuent par le tuyau de fond, arrivent dans la pêcherie, avant de rejoindre « La Trentaine », de première catégorie piscicole.

#### **Généralités :**

Les opérations de vidanges sont régulièrement surveillées de manière à garantir la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Tout incident sera immédiatement déclaré à l'administration. La vitesse de descente du plan d'eau sera limitée voire annulée momentanément si nécessaire, pour éviter l'entraînement de sédiments à l'aval du plan d'eau.

**La vidange du plan d'eau est interdite pendant la période du 1<sup>er</sup> novembre au 31 mars.**

Le service en charge de la police de l'eau, l'Office Français de la Biodiversité (OFB) et la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique sont informés au moins quinze (15) jours à l'avance de la date du début de la vidange et de la remise en eau, par courrier ou par mail aux adresses suivantes :

- [ddt-seef-spe@puy-de-dome.gouv.fr](mailto:ddt-seef-spe@puy-de-dome.gouv.fr),
- [sd63@ofb.gouv.fr](mailto:sd63@ofb.gouv.fr),
- [accueil@peche63.com](mailto:accueil@peche63.com)

Durant la vidange, les eaux rejetées dans le cours d'eau ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes en moyenne sur deux heures :

- matières en suspension (MES) : 1 gramme par litre ;
- ammonium ( $\text{NH}_4^+$ ) : 2 milligrammes par litre ;
- la teneur en oxygène dissous ( $\text{O}_2$ ) ne doit pas être inférieure à 6 milligrammes par litre.

La qualité des eaux rejetées est mesurée en aval, juste avant le rejet dans le cours d'eau.

A aucun moment, les eaux vidangées ne doivent nuire à la vie piscicole, ni à sa reproduction, ni à sa valeur alimentaire, conformément à l'article L.432-2 du code de l'environnement.

Le débit de vidange est adapté afin de ne pas porter préjudice aux propriétés et ouvrages publics situés à l'aval, ainsi que pour éviter les départs de sédiments.

La vidange sera régulièrement surveillée, par un représentant ou un mandataire du propriétaire, de manière à garantir la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Des dispositifs limitant les départs de sédiments (filtres à pouzzolane ou bottes de pailles....) sont mis en place lors de la vidange afin d'assurer la qualité minimale des eaux fixée ci-avant.

Les dispositifs limitant le départ de sédiments sont correctement dimensionnés pour être efficaces et assurer ainsi la qualité minimale des eaux fixées ci-avant. Après la vidange, les vases et sédiments piégés dans un bassin de décantation et/ou au droit des bottes de paille ou gabions de pouzzolane, sont écartés sur le ou les terrains du propriétaire ou évacués, mais en aucune manière laissés dans le lit du cours d'eau.

Le remplissage est progressif de façon à maintenir dans le cours d'eau, juste à l'aval du plan d'eau **un débit réservé de 1 l/s** permettant de maintenir la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivantes dans les eaux.

La configuration du rejet des eaux de l'étang permet à tout moment d'effectuer, à l'aide d'un seau, la mesure du débit minimal à assurer à l'aval dans le cours d'eau durant le remplissage.

Le système de vidange reste donc partiellement ouvert durant ce remplissage.

#### **Particularités :**

La fréquence de vidange du plan d'eau est à adapter au regard de la situation des lieux et au degré d'envasement de ce dernier.

Pendant la vidange, la prise d'eau est fermée, **le débit de rejet est limité à 10 l/s, pour une durée de vidange à minima de 7 jours**. Le débit de vidange est à moduler en fonction du débit entrant.

Lors de la vidange, le poisson présent dans le plan d'eau est récupéré au filet ou dans la pêcherie, aménagée à cet effet, avec des grilles d'espacement maximal entre les barreaux de 10 mm. Les espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques ou dont l'introduction est interdite sont détruites.

Une mise en assec, permettant une minéralisation suffisante des vases, est recommandée avant la remise en eau du plan d'eau.

Si le permissionnaire souhaite réaliser un curage du fond de son plan d'eau, les vases et sédiments extraits sont écartés sur son terrain, et en aucune manière dans le lit du cours d'eau.

#### **4.5. Circulation piscicole**

Dans le cas où le plan d'eau est conservé, des grilles inamovibles d'espacement maximal de 10 mm entre les barreaux sont installées, à compter de la notification de l'arrêté, sur le trop-plein permanent

avant la restitution au cours d'eau, rendant impossible la circulation du poisson entre le plan d'eau et le cours d'eau en aval. La hauteur de la grille est de 15 cm à minima.

**Le nettoyage fréquent de ces grilles est nécessaire.**

#### **4.6. Autres dispositions piscicoles et sanitaires**

Les moyens de transports et matériels de pêche sont nettoyés et désinfectés après chaque utilisation.

Conformément à l'article L.432-10 du Code de l'Environnement, il est interdit d'introduire dans ce plan d'eau :

- Toute espèce susceptible de provoquer des déséquilibres biologiques dans les eaux, et dont la liste est fixée à l'article R.432-5 du code de l'environnement. En particulier, sont interdits poisson-chat, perche soleil, écrevisse californienne... ,
- Les poissons et espèces non représentés dans les cours d'eau français (esturgeons, carpes chinoises,...) et ne figurant pas sur la liste fixée par l'arrêté du 17 décembre 1985,
- Les poissons des espèces suivantes : brochet, perche, sandre et black-bass.

Sans préjudice de la réglementation relative aux conditions de police sanitaire applicables aux animaux et aux produits d'aquaculture et relative à la prévention de certaines maladies chez les animaux aquatiques et aux mesures de lutte contre ces maladies, l'introduction de poissons, d'alevins ou d'œufs provenant d'établissements de pisciculture ou d'aquaculture non agréés est interdite.

En cas de suspicion d'infection d'animaux aquatiques, le propriétaire alertera sans délai le Préfet (Direction Départementale de la Protection des Populations) aux fins de prendre toutes mesures utiles.

#### **Article 5 – Prescriptions spécifiques relatives au barrage**

Le barrage ne relève d'aucune classe au titre de l'article R.214-112 du code de l'environnement.

#### **Généralités :**

Un barrage doit être régulièrement entretenu (tonte, surveillance des désordres occasionnés par les rongeurs, ...). Toute plantation d'arbres ou d'arbrisseaux est à proscrire sur un barrage ou ses parements. En cas d'existence de gros arbres, ces derniers seront laissés dans l'immédiat en attendant l'avis d'un bureau d'étude. Leur coupe peut nécessiter un traitement plus lourd (dessouchage avec confortement, ...) pour éviter d'endommager le corps du barrage ou éviter des problèmes ultérieurs lors du pourrissement des racines.

#### **Article 6 : Modifications des prescriptions**

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'Administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

### **Titre III : Dispositions générales**

#### **Article 7** – Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration, non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Conformément aux dispositions de l'article R.214-18 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

#### **Article 8** – Dispositions relatives au suivi de la gestion du plan d'eau

Conformément aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 9 juin 2021 sus-visé, l'exploitant tient à jour un carnet de suivi de la gestion du plan d'eau et de ses vidanges. Ce carnet est tenu à la disposition des agents chargés de la police de l'eau.

#### **Article 9** – Accès aux installations

Les agents mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques, ont libre accès, dans les conditions fixées par l'article L.171-1 du code de l'environnement, aux installations déclarées. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

#### **Article 10** – Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 11** – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Les dispositifs du présent arrêté pourront être modifiées ou révoquées à la diligence de l'Administration pour un motif se rapportant à la gestion du domaine public considéré.

#### **Article 12** – Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie de la commune de Picherande, où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et pour information à la Commission Locale de l'Eau du SAGE Dordogne Amont.

Ces informations sont mises à disposition du public sur le site internet des services de l'État de la préfecture du Puy-de-Dôme durant une période d'au moins six (6) mois.

#### **Article 13** – Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois par le déclarant à compter de sa notification et dans un délai de quatre mois par les tiers dans les conditions de l'article R.214-37 du code de l'environnement à compter de son affichage dans la mairie de la commune de Picherande .

Le tribunal administratif de Clermont-Ferrand (6 cours Sablon, C.S 90129, 63033 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1) peut aussi être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site <https://citoyens.telerecours.fr/>

Dans le même délai de deux mois, le déclarant peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

**Article 14** – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme,  
Le maire de la commune de Picherande,  
Le directeur départemental des territoires,  
Le directeur départemental de la protection des populations,  
Le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, et dont copie est adressée au :

président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Fait à Clermont-Ferrand, le **04 MARS 2024**  
Pour le préfet et par délégation,  
La chef du service eau, environnement, forêt

